

CONDITIONS DU JOURNAL

L'abonnement est payable d'avance. Edition hebdomadaire (par an) \$4.00. Edition hebdomadaire " " " " 1.00. Les annonces sont insérées aux taux suivants: Par ligne 1ère insertion 0 10. Chaque insertion subséquente 0 05. Trois insertions par semaine 0 02. Deux " " " " 0 01. Une " " " " 0 01.

SAMEDI, 30 NOVEMBRE 1899

ROHDS DU JOUR

Les jésuites vont laisser le Brésil. Le nombre des familles canadiennes françaises à Woonsocket est d'environ 1,300. La tour Eiffel sera fermée à partir du premier décembre jusqu'au printemps prochain. Le barreau de Québec demande que le juge Johnson soit fait juge en chef.

Les protestants distingués de Toronto continuent à protester contre l'outrage fait à l'archevêque Walsh.

Les banquiers offrent de l'argent à la nouvelle république brésilienne. C'est un signe de stabilité indiscutable.

La pension de Harvey, hier à Guelph, s'est fait si brutalement qu'il faudra avant peu remplacer la pension on l'émousser.

Le nouveau ministre Colly est bien accueilli par la presse libérale.

On dit que les nouvelles gazettes mercantiles de Montréal recevront d'assez fortes sommes du gouvernement de Québec.

La promotion de M. L. A. Catellier au poste de sous-secrétaire d'Etat est accueillie avec une satisfaction non-équivoque par les membres du service civil.

Nous ne pouvons à tous les ans de M. Catellier pour le féliciter sur le témoignage public qu'il a donné de la satisfaction qu'il a donnée à la couronne dans l'exercice des divers postes qu'il a occupés depuis trente ans. Si toute une vie d'honorabilité, de dévouement à son devoir, de constance affaiblité dans les relations de chaque jour et de légitime ambition de montrer toujours dans la confiance de ses chefs, sont des titres à une juste récompense nul, plus que M. Catellier ne pouvait s'autoriser pour attendre l'honneur qui vient de lui être décerné.

Pour l'éducation des partisans de l'annexion aux Etats-Unis nous empruntons à notre confrère Le Travailleur de Worcester, le passage suivant d'un article sur le congrès de Baltimore:

Nous ne pouvons nous empêcher de protester, au nom de nos compatriotes des Etats-Unis, contre cette résolution du congrès de Baltimore qui décrit que "les sociétés nationales ont pas leur raison d'être dans l'Eglise catholique en ce pays." C'est là un vieux cliché que certains esprits étroits et incommensables jettent à tête des Canadiens depuis que ceux-ci, effrayés des terribles ravages causés par l'assimilation dans les âmes des milliers et de milliers de coreligionnaires irlandais, ont résolu de combattre de toutes leurs forces toute tentative de leur faire abandonner leur langue et leurs traditions. Que les hommes aient émis des opinions et apparemment aussi bien disposés envers les pères ennemis de leur foi que ceux qui ont pris part aux grandes fêtes du centenaire il y a deux semaines, abouti à propos de répéter nos associations nationales, comme incompétentes avec l'esprit de l'Eglise catholique, voilà qui devrait nous surprendre, si nous ne connaissions déjà les antipathies de la plupart des catholiques "américains" pour tout ce qui porte un nom français.

Comme écho de l'exposition, voici un extrait du discours prononcé par M. Paul De-carville, dans le banquet qu'il a offert au personnel des mines de Peit-bourg, pour fêter sa promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur. Ce discours a révélé un des traits les plus curieux de l'histoire du chemin de fer de l'exposition:

L'existence du chemin de fer de l'exposition, on peut bien le dire maintenant, a été illégale, dit M. De-carville. Les lois françaises actuelles s'opposent à l'installation de semblables chemins de fer, il n'a pu fonctionner que grâce à la complicité de M. Al-phanand, directeur des travaux de l'exposition et de M. le préfet de police, qui ont tenté à se servir, entre le Champ de Mars et l'Esplanade des Invalides, les communications dont l'utilité n'était pas discutable, et le préfet de police, malgré toute sa bonne volonté, n'a pu donner aux mécontents d'autres licences de conducteurs que celles des cochers d'omnibus; avec des formules qui leur enjoignaient de ne pas faire claquer leur fouet et de ne pas laisser arracher l'écorce des arbres par les bêtes qu'ils conduisaient.

Un journal de Pesth donne, d'après une personne de l'entourage intime de l'archiduc Jean-Salvator, les détails suivants sur les projets qu'avait autrefois l'archiduc.

On a conté, il y a quelque temps, dans plusieurs journaux, que l'archiduc Jean a eu, un moment, l'intention d'accepter le trône de Bulgarie. Malgré le démenti qui a été donné à cette information, il n'en est pas moins certain qu'à un moment l'archiduc Jean était prêt à monter sur le trône vacant par suite de l'abdication du prince Alexandre de Battenberg. A l'époque où la députation bulgare se mettait en route pour faire son tour d'Europe à la recherche d'un prince, l'archiduc Jean eut une entrevue avec les trois députés et se déclara prêt à accepter le trône de Bulgarie sans reconnaissance formelle par les grandes puissances et contre la volonté de l'empereur d'Autriche et du gouvernement impérial.

Les documents relatifs à ces négociations existent aux archives du ministère des affaires étrangères à Sofia. Tout était prêt pour la mise à exécution de ce projet au moment où l'archiduc fut trahi par quelqu'un qui divulga ses plans. Il informa aussitôt les députés qu'il était obligé de revenir sur sa promesse, insistait en même temps vivement pour offrir le trône au prince Ferdinand de Cobourg.

Cartes sur Table

Où, confrères de l'Étendard et de la Vérité, jouons cartes sur table; définissons les positions sans nous attarder à fonder des cheveux. Notre franchise sur les manigances jésuitiques vous offense. Vous feignez même d'en être scandalisés. Ne vous attendez cepedant pas à ce que nous nous attachions une meule au cou pour nous lancer dans la Chaudière parce que le fard de Tartufe vous monte au visage.

Nous allons, au contraire, répéter aujourd'hui en quatre mots, ce que nous avons dit, l'autre jour, en deux.

Lisez bien: Nous tenons les Jésuites responsables de la plupart des querelles religieuses ou semi-religieuses qui sont venues périodiquement bouleverser nos diocèses d'abord, et le Canada entier, en fin de compte.

Nous ajoutons encore: Vous êtes du parti des jésuites et vous, nous nous sommes du côté du clergé national, avec ces évêques que vous voulez régenter et que nous vous lisons suivre.

Nous sommes de francs catholiques; vous n'êtes que des sectaires qui donnez dans le schisme quand vous y trouvez votre compte. Et vous ne pouvez pas avoir certaines matières religieuses des allures si différentes de celles que vous vivez à l'ombre d'un petit schisme sans le crier sur les toits, et peut-être, c'est ce qui vous sauve, sans le savoir.

Votre persistance à ne voir Dieu et l'Eglise que par les lunettes de Loyola, à critiquer tout ce qui ne vient pas de son ordre ou n'y va pas nous prouve que dans notre pays comme dans plusieurs autres, les Jésuites jouent, grâce à des laïques comme vous, c'est-à-dire par biais dans l'ombre, behind the throne, ce rôle qui a toujours et fatalement le double résultat de les faire écarter avec des gains plus ou moins blancs et de diminuer le prestige de cette grande et sublime Eglise dont la Compagnie de Jésus a, à certaines époques, réduit le rôle à celui de marchepied pour arriver à un but auquel n'avait assurément pas pensé le Christ, lui qui ne possédait pas seulement une pierre où poser sa tête.

Entendons-nous sur les Jésuites. Nous vénérons ceux qui vont aux quatre coins de l'univers faire œuvre d'apostolat ou de charité. Il y a eu des Jésuites qui ont fait de grandes choses, les p s grandes étant assurément celles qui se bornaient à l'étude, à la prédication ou à la propagation de la foi.

Mais les autres, ceux qui se font une spécialité de la politique, de la cabale, des intrigues et de tout ce qui amenant le pape Clément XIV à les supprimer, ceux-là nous n'en voulons pas. Nous n'en voulons pas comme catholique, car ce serait une foi bien tiède que la nôtre si nous ne la distinguions pas contre des hommes qui semblent l'indifférence et le scepticisme en matérialisant la religion, en la faisant servir à des œuvres temporelles et pas toujours avouables, en combattant le clergé régulier et en couvrant de taches tant de pages de l'histoire de l'Eglise.

Nous n'en voulons pas comme Canadien, comme citoyen, car nous aimons notre patrie, nos institutions, notre bagage de choses nationales que ces hommes fournis par la Belgique ou la France viennent mettre, à la cible pour l'oblation de faveurs qui leur sont chères. Ces sortes de Jésuites qui divisent pour régner ne sont pas les vrais Jésuites que nos mères nous ont appris à vénérer et dont nos premiers maîtres d'école nous ont fait le portrait.

Is se servent d'un nom respectable pour mettre tout un pays en feu et nous nous servons de nos titres de citoyen soucieux, d'écrivain sincère et de catholique vrai pour leur critiquer l'illégalité.

Et ils arrêteront, sachez le M. Tardivel..... vous en avez, d'ailleurs, le pressentiment quand vous dites:

"Car, nous le voyons clairement, il y a une vaste conspiration, en ce pays, pour rendre odieuse la Compagnie de Jésus, à nos "autorités religieuses" et menacer-nous de l'excommunication du Pape noir, autant que cela vous plaira, vous ne gagnerez rien.

Nous défendrons notre clergé à nous, nos institutions à nous, notre pays à nous contre ces transients auxquels nous posons l'alternative d'être ou uniquement Jésuites, ou franchement politiques.

Nous ne nous laisserons pas tirer dans le dos. En politique comme en campagne; ceux qui ne sont pas soldats et qui sont pris les armes à la main sont mis sur le pied des espions et au mur ou les colles.

Nous avons enduré les tribulations Laval, les guerres religieuses du diocèse de Montréal sous Mgr. Bourget, l'affaire du Programme, les sourdes menées qui ruinaient De-Boucherville, Angers, Ross et autres, mais la mesure est comble.

Jésuites ou politiques! Religieux ou marchands du temple! Soldats du Christ ou Castors!

C'est à choisir. Et le choix ne doit pas être tardif, car une fois n'étant pas averti, on ne peut pas avoir que patience sans limite.

Patiens qui avertis ne se peut dire que de Dieu.

Est-il besoin de refaire l'histoire de cette Question des Bénédictins et des Jésuites? Allons-y. Les Jésuites, ceux-là de la catégorie en question ont obtenu par des moyens dont ils ont le brevet de nos terribles dans les pays où ils venaient prêcher le désintéressement et le détachement des biens de la terre. Pendant que les vrais Jésuites couraient les grands Lacs à la recherche des âmes, les autres confortablement installés dans les oratoires se faisaient tailler des fiels.

Convoitise fatale, vraie pomme de malheur dont les conséquences nous dépassent.

Les événements qui sont le fait de la volonté divine ont joué au Jé-suites le tour de ce qu'on appelle le regard long. Ils n'ont pas cessé de rêver à une solution qui leur fût favorable. Il fallait attendre longtemps, mais ce n'était rien. Ils s'y sont habitués quand, supprimés et tenus par obéissance à Rome de cesser d'être, ils ont attendu, travaillé à leur relèvement continuant en fait une existence détentée.

Leur fait une circonstance et un homme, pour remettre la main sur des biens qui ne leur appartenaient que de nom.

Is ont ourlé le parti conservateur pour l'amener à régler la question derrière le dos de nos évêques. Ce parti n'a jamais voulu, bien que les Jésuites offrirent d'en faire du capital politique à son avantage. L'hon. M. Chapeau comprit un la situation refusait et prit à cet égard l'attitude d'un véritable homme d'état p évoquant tout ce qu'il y avait de branlon de discorde dans ce sac de malheur. Il ne reconnaissait qu'une autorité avec laquelle traiter: l'archevêque de Québec.

En face de cette intelligente obstination les Jésuites firent un demi-mouvement de conversion—car il ne fallait pas penser aux libéraux d'alors qui mangeaient du Jé-suites et ils s'occupèrent à grouper sous le nom de castors alias ultramontains quelques exaltés qui firent le feu chaud et essayèrent une pression périodique sur les divers cabinets conservateurs de Québec, mais sans succès.

L'homme manquant toujours et l'occasion ne venait pas.

L'affaire Riel éclata enfin, comme à souhait.

La se devaient dans toute sa force et sa duplicité la stratégie des Jésuites en question.

L'impératrice à Tunis

Tunis 30 nov.—L'impératrice d'Autriche est actuellement à Tunis. Elle a visité aujourd'hui le harem du bey.

L'Italie contre le Pape

Rome, 30 nov.—Le pape n'a pas été invité à envoyer un délégué à la conférence antiesclavagiste de Bruxelles. Il est probable que le gouvernement italien s'est opposé à la présence à ce congrès d'un représentant du Vatican.

Pièces d'or au fond de la mer

Athènes, 30 nov.—Plusieurs coffres ont été retirés de la mer près de l'île grecque d'Andros qui se trouve à l'est de cette ville et à l'entrée de la mer Egée. Ils contiennent environ trente mille pièces d'or et d'argent espagnols datant de 1666. On a retrouvé en outre six canons de bronze. On suppose que cet or et ces canons proviennent d'un navire de guerre espagnol qui aura sombré à cet endroit.

Au reichstag

Berlin, 30 nov.—Le propos du différend soulevé par la compagnie du Niger, M. Richter a déclaré au reichstag que la compagnie prélevait des taxes là où elle n'avait pas le droit d'exercer un protectorat. Les compagnies allemandes de la côte orientale d'Afrique et de la Nouvelle-Guinée continuent, a-t-il dit, de sembler les erreurs. MM. Hanmacher et Woernann, libéraux-nationaux, ont exhorté le gouvernement à établir un consulat à Calabar afin d'empêcher l'écrasement des négociants allemands par les compagnies anglaises. Le gouvernement, ont-ils dit, devrait s'opposer aussi à la remise d'une charte royale à la compagnie qui s'est formée pour exploiter la Oil River.

Le compte Humbert de Bismarck a répondu que les questions relatives à la création d'un consulat à Calabar et à la nouvelle entreprise anglaise ont été prises en considération.

Le gouvernement anglais, a-t-il ajouté, a promis d'examiner soigneusement les accusations portées contre la compagnie du Niger et il y a lieu d'espérer que l'affaire sera réglée amicalement.

M. Bamberg et le docteur Windthorst ont attaqué la politique coloniale du gouvernement en disant qu'elle est mal dirigée et qu'elle tend à irriter les puissances amies.

Le compte Herbert de Bismarck a répondu que la politique coloniale allemande avait amené la moindre broutille avec les puissances. Il a dit qu'il ne pouvait révéler à présent le résultat de la conférence de Samoa, et que d'après un engagement mutuel entre les puissances qui ont pris part à la conférence les détails de la convention doivent être encore tenus secrets.

THE BROADWAY

PALETOTS D'HIVER PALETOTS D'HIVER PALETOTS D'HIVER PALETOTS D'HIVER

DEPECHE DU SOIR

Le Brésil Paris, 30.—La France vient de reconnaître la nouvelle république.

L'effraie Cronin Chicago, 30 nov.—Le plaideur de Longueherbe contre les inculpés dans l'affaire Cronin a été très habile et très fort. Les prisonniers ont l'air désespéré.

Incendie Toronto, 30 nov.—La bâtisse où se trouvent les bureaux et les ateliers du Truth et de l'Orange Sentinel a été presque entièrement consumée par le feu. Perte \$80,000.00.

Berlin 30 Nov. On vient d'essayer ici un innovation assez originale. C'est une poste municipale roulante. Depuis quelques jours, on voit dans les rues des voitures qui sont de véritables bureaux de poste ambulants, comme les wagons de service dans les trains-poste, avec boîte aux lettres et employés pour timbrer et classer les lettres. Des voitures sont particulièrement en route, de dix heures du matin à sept heures du soir, du bureau central à la périphérie de Berlin, suivant onze trajets rayonnants, et de la périphérie au centre. Grâce à elles, les lettres n'ont plus à passer par les bureaux de quartier, et on espère gagner une heure au moins dans la distribution des correspondances pour Berlin même. L'essai est intéressant et mérite de réussir.

Une panique dans une école New-York, 30 nov.—Une panique, qui aurait pu avoir les plus graves conséquences, est produite hier après-midi dans l'école publique de Livingston street, à New-York. Une centaine d'enfants, dans la classe se trouvant dans une des étages supérieurs de l'école se sont sautés en poussant des cris de terreur, se bousculant et se foulant aux pieds les uns les autres en dégringolant les escaliers. Les cris: Au feu! au feu! retentissaient de tous côtés, et ce n'est que grâce au sang-froid et à l'énergie déployés par les institutrices que la panique n'a pas gagné les autres classes. Pendant ce temps une foule énorme, dans laquelle se trouvaient de nombreux parents affolés, s'attroupaient dans la rue. On se demandait ce qui était arrivé mais personne ne pouvait le dire, ce qui augmentait encore l'anxiété générale.

On a su cependant bientôt qu'une jeune écolière de douze ans, Mary Pagenkoff, avait été prise d'une attaque d'épilepsie. Cet incident avait suffi pour jeter la panique dans la classe, et c'est uniquement par un heureux hasard qu'aucune élève n'a été sérieusement blessée, bien que plusieurs aient reçu, dans la bousculade, des contusions et des écorchures plus ou moins graves, et que d'autres aient eu leurs vêtements littéralement mis en lambeaux.

W. H. MARTIN

AVIS SPECIAL

Arrivant de GLASGOW par le Steamer SIBERIAN

De même qu'un IMMENSE STOCK DE PALETOTS

Pensez-y un bon Pea Jacket à partir de \$3.00 en montant.

R. M. McMORRAN 508 et 510 RUE SUSSEX

P.S.—Chaussettes à double trikot et Sous-Vêtements.

R. M. McMORRAN M. LE DR. McLAREN, 806, rue Saint-Patrice, Ottawa.

Imperial Warehouse

LA VENTE LA VENTE LA VENTE

CHEZ LAROSE & Cie. CHEZ LAROSE & Cie. CHEZ LAROSE & Cie.

AU PRIX COUTANT AU PRIX-COUTANT AU PRIX COUTANT

JUSQU'AU JOUR DE L'AN

VENTE TOTALE

Derniere Semaine

LA VENTE LA VENTE LA VENTE

CHEZ LAROSE & Cie. CHEZ LAROSE & Cie. CHEZ LAROSE & Cie.

AU PRIX COUTANT AU PRIX-COUTANT AU PRIX COUTANT

JUSQU'AU JOUR DE L'AN

VENTE TOTALE

Derniere Semaine

VENTE TOTALE

CARTES PROFESSIONNELLES

J. W. W. WARD, AVOCAT ETC

31 SCOTTISH ONTARIO CHAMBERS Ottawa

LUSSIER & ROUTHIER, Avocats, Notaires, etc.

Bureau -- 569 Rue Sussex (Coin de la Rue Rideau, Ottawa, Ont.)

Argent après avoir avantage spécial à l'emprunteur.

A. E. LUSSIER, B. A. — M. J. ROUTHIER

M. J. GORMAN, LL.B., (Successor de L. A. Olivier)

Avocat Solliciteur, Notaire, Etc. —BUREAU—

Coin des Rues Rideau et Sussex OTTAWA, ONT.

ARGENT A PRETER

BELOCOURT & MACCRACKEN Avocats, Procureurs, Notaires, Etc.

ONTARIO ET QUEBEC: Scottish Ontario Chambers, Ottawa, Ont.

O'GARA & REMON AVOCATS, SOLLICITEURS, NOTAIERS, ETC.

Bloc Hay, rue Spaulx, Ottawa, Ont. PIERRE DE L'HOTEL URSELL

MARTIN O'GARA, C. E. E. P. BEN

Walker, McLean & Blanchet, AVOCATS

Avocats, Solliciteurs, Agents P. Art. etc. Notaires, etc.

No. 34 1/2 Rue Elgin, Ottawa, Ont. (EN FACE DE RUSSELL)

W.H. Walker D. L. McLean C.A. Bacon.

GEO. McLAURIN, LL.B. AVOCAT, ETC.

Bureau: 19 Rue Elgin, Ottawa

J. P. FISHER Avocat, Solliciteur, Etc.

Agent pour la Cour Supérieure, le Parlement les Départements Publics.

Scottish Ontario Chambers, Ottawa, O

M. McLEOD, C. L., Avocat, Cour Supérieure et de Québec, 128 rue Wellington, Ottawa, O.

H. A. SIBBIEY.

TAYLOR MOVEALEY AVOCAT, SOLLICITEUR, ETC

—BUREAU:—

Scottish Ontario Chambers, Ottawa, Ontario.

STEWART, CHRYSLER & GURFREY AVOCATS, SOLLICITEURS

Agents pour la Cour Supérieure et le Parlement Chambres Unies, 14 rue Metcalfe, Ottawa, Ont

McLEOD STEWART F. H. CHRYSLER J. J. GURFREY

VALIN & CODE Avocats, Solliciteurs, Etc.

BLOC EGAN, RUE SPARKS vis-à-vis l'Hotel Du sell.

Bradley & Snow AVOCATS, SOLLICITEURS POUR LA COUR SUPREME, NOTAIERS, ETC.

A. T. SNOW. Argent à prêter à 5 p. c. avec privilège de remboursement en aucun temps.

PIGEON

PIGEON PIGEON PIGEON